

# BELGIQUE : LE RETOUR DES PARTIS

---

*Les deux articles que nous avons réunis dans ce dossier peuvent être lus comme des chroniques dont l'intérêt principal tiendrait dans la durée qu'ils survolent et qui dépasse l'approche souvent cantonnée « au jour le jour » du commentaire politique. Mais ce serait faire droit abusivement à l'oubli d'un thème qu'ils croisent l'un et l'autre, celui du renouveau politique. Comment un scénario à l'italienne a-t-il été évité en Belgique? Certes les éléments de réponse fournis ici restent empiriques et contradictoires, mais ils permettent de percevoir le dépassement d'une crise existentielle et sans doute de relever certains facteurs d'une normalisation apparente, ou plutôt d'un ordre rénové des partis.*

*« Nouvelle culture politique », « gouverner autrement »... : ces formules naguère en vogue ont certes moins cours aujourd'hui qu'à l'approche des précédentes élections. Sont-elles simplement démodées, les seuls assauts du temps ayant suffi à leur faire rendre le son creux de leur grandiloquence? S'il apparaît bien que la phase la plus aigüe de la crise « citoyenne » est aujourd'hui dépassée, faut-il expliquer cette situation nouvelle par un regain de crédit du politique ou, au contraire, l'imputer à un deuil consommé des horizons que semblaient ouvrir des prétentions, toujours vaniteuses en regard des pratiques qui disent s'en inspirer?*

*Recomposition ou décomposition avancée du politique ? Les changements intervenus tiennent, semble-t-il, tout à la fois de l'une et de l'autre. Le caractère inédit des coalitions mises en place au lendemain des dernières élections illustre bien cette ambigüité : ont-elles eu valeur d'alternance ou ont-elles prouvé l'insignifiance du clivage traditionnel entre gauche et droite ? Le repositionnement des partis, leurs réétiquetages, leurs réformes internes peuvent-ils prétendre assurer une refondation du système politique ou ne sont-ils qu'un replâtrage hâtif trop visiblement teinté de marketing politique ?*

*De ce point de vue, les contributions qui suivent mettent en évidence deux acteurs : le V.L.D. (libéraux flamands) et Écolo, qui ont été à des titres divers les vecteurs précoces d'innovation quant à l'organisation des partis et, plus largement, quant aux pratiques politiques et aux institutions. Ces deux partis ont ainsi constitué les ressources qui ont permis de surmonter la crise. Si le modèle de la démocratie directe du « parti du citoyen » est vu aujourd'hui par beaucoup comme un mirage dangereux, si la démocratie participative d'Écolo apparaît complexe, inopérante et peu fiable (un truc de boy-scout intello), l'une et l'autre ont fourni les repères normatifs contradictoires qui ont inspiré le renouveau des autres partis et les changements institutionnels. En même temps, arrivés aux affaires, ces deux partis ont été confrontés à leur faible expérience de la gestion et à leur enracinement insuffisant dans les rouages de décision, forcés donc à entrer en transaction avec l'inertie du « système » ancien (ainsi de la concertation sociale pratiquée par l'ex-thatchérien Verhofstadt).*

*Un autre écrasement se prépare. La campagne électorale qui s'annonce apparaît normalisée sur ce thème du renouveau politique, chaque parti prétendant avoir fait le nécessaire et aucun ne pouvant plus désormais se prévaloir d'une quelconque virginité. Il en résulte une relative perte d'identité qui force tant Écolo que le V.L.D. à se repositionner sur des thèmes plus classiques : pour le premier, les fameuses « convergences de gauche » ; pour le second, le jeu concurrentiel avec le reste de la droite flamande.*

## UN PASSÉ TOURMENTÉ

*Il est vrai que les crises emblématiques s'étaient multipliées, en particulier entre 1995 et 1999 (entre autres, la crise blanche et celle de la dioxine), qui avaient jeté un doute radical sur l'administration et le système politique belge : il n'était pas rare qu'on évoque alors ouvertement une crise de régime. Le climat des années nonante avait déjà été pourri par les retombées des affaires de corruption liées au financement des partis, avec une kyrielle de procès et de rebon-*

*dissements. L'ensemble avait contribué à donner un ton différent à des conflits sociaux plus classiques tels que la délocalisation de Renault Vilvoorde ou la faillite des Forges de Clabecq. Car, au-delà des groupes et des réseaux concernés par chacune de ces crises, se développait un vague à l'âme diffus mais largement partagé: c'était la plainte d'une population victime des dysfonctionnements d'une gestion qui se prétendait pragmatique mais revendiquait par là même son caractère improvisé. Dans le climat qui s'était installé, on s'en souvient, l'exécutif se trouvait contraint de brûler ses vaisseaux, les ministres démissionnant au gré des crises pour restaurer une illusion de confiance: ce fut le cas par exemple lors de l'évasion de Marc Dutroux ou lors de la crise la dioxine. Il faut imaginer l'impact d'une faillite comme celle de la Sabena si elle avait eu lieu trois ou quatre ans plus tôt...*

*Dans un livre paru récemment, Jean-Luc Dehaene fait un diagnostic de la perte de confiance et du malaise qui se sont révélés au cours de cette période, aggravés sans doute par les contraintes de gestion qui pesaient alors sur le gouvernement. Rappelons que les normes budgétaires de convergence liées à l'installation de l'euro tenaient lieu d'impératif majeur. L'ex-Premier ministre relève, comme alors, la fragilité émotionnelle d'une population mal encadrée par des corps intermédiaires en perte de crédit, l'individualisation consécutive du rapport des citoyens avec la politique, livrés sans défense au sensationnalisme des médias. Et de conclure que la génération à laquelle il appartient se trouve démunie face au gouvernement de « foules sentimentales » volatiles, incapable qu'elle est de répondre aux nouvelles exigences de citoyens et, en particulier, à leur prétention à s'ériger en mesure de tout. Au fond, le mépris était réciproque.*

*Faisant suite à cette « législature sans retour » (c'est ainsi qu'à la veille des élections de 1999, La Revue nouvelle avait titré le dossier consacré à son évaluation), comment la coalition arc-en-ciel a-t-elle fait face à ce déficit symbolique? On ne peut poser une telle question, avec les comparaisons qu'elle implique, sans prendre quelques précautions. Ainsi, il est toujours risqué d'établir un tel bilan dans la mesure où il suppose une distinction naturelle entre le registre du symbolique et celui de la gestion ou des décisions prises. Et, considérant le volet socioéconomique, il n'est pas besoin de rappeler la différence de contexte conjoncturel. Mais les vaches grasses n'arrangent pas tout: le partage des surplus, on l'a vu, peut être aussi conflictuel que celui des sacrifices.*

*Quelques symptômes semblent bien indiquer que la majorité arc-en-ciel a réussi à rompre la spirale délétère d'une crise de la représentation où la Belgique était devenue un modèle de référence pour la*

*presse internationale. À supposer qu'on les prenne au sérieux, les mesures d'opinion (comme celles du baromètre de La Libre Belgique) enregistrent en tout cas constamment une confiance nettement supérieure pour ce gouvernement. Ni les inévitables cahots de la vie politique ni les tensions entre les partis de la coalition n'ont apparemment affecté cette donnée. Ce qui était au départ commenté par les journalistes comme le produit d'un changement de style ou d'image relève-t-il seulement d'une maîtrise miraculeuse de la communication ? Toujours est-il que les trainées de ces artifices s'avèrent plus durables qu'ils ne l'avaient imaginé...*

## LE RETOUR DES PARTIS

*Or, on peut soutenir que les majorités arc-en-ciel ne pouvaient promettre une alternative politique radicale, leur nouveauté tenant plutôt à leur composition inédite qu'aux compromis auxquels elles devraient se résoudre. S'il y a un regain de crédit du politique, si le doute s'est fait moins existentiel, c'est donc plutôt du côté des partis qui soutiennent les majorités que du côté des politiques qu'elles mènent qu'il faut en chercher la cause. Il est vrai que dans la Belgique d'après-guerre, la vie politique passe par les partis. Traditionnellement dépositaires de clientèles, de traditions et d'expérience, et lieux de transmission d'une intelligence collective du pouvoir, leur être ne se réduit manifestement pas au partage de convictions fièrement affichées : ce sont des modes d'organisation, des rouages de décision. Plus que des doctrines, ce sont des Églises. Installés en système, ils structurent non seulement un espace opératoire de négociation et de transaction, mais constituent aussi la grille de lecture qui s'impose au citoyen dans son rapport à la chose publique. C'est bien là que des nouveautés sont intervenues, auxquelles l'arc-en-ciel a donné de la visibilité ; c'est là aussi que l'inertie s'est fait le plus lourdement sentir, eu égard à la pénétration profonde d'un mode de gestion et de réseaux dans les rouages de décision.*

*Aussi bien les transformations qui ont affecté les partis au cours de la dernière décennie constituent-ils sans doute les meilleurs indicateurs d'une mutation politique plus radicale qu'il n'y paraît. Au-delà des changements de nom (dont on peut se gausser mais qui trahissent néanmoins un aggiornamento des identités politiques) se sont diffusées de nouvelles normes de fonctionnement interne et une sorte d'autodiscipline officielle touchant aux limites de leur emprise commune et partagée sur les administrations et les entreprises publiques. C'est que les partis politiques belges (des deux principales Communautés) sont parvenus jusqu'ici à éviter un scénario de dilution à l'italienne. Confrontés pourtant à la même crise de la repré-*

*sentation qui frappe les sociétés occidentales, ils ont aussi eu à gérer des situations qui, toutes proportions gardées, les exposaient au même risque: affaires liées à la corruption, reprise en main d'une gestion des Finances publiques en pleine dérive et discrédit d'institutions aussi essentielles que celles de la Justice. Alors même que la scène politique italienne se trouvait envahie par des « personnalités » issues de la société civile (tantôt professeurs d'université, tantôt juges, tantôt capitaine d'industrie médiatique...), on continuait en Belgique de confier les affaires publiques à des « professionnels » issus du système de promotion que constituent les partis.*

## RÉFORMES ET RÉSISTANCES

*Cette résistance d'un système belge amendé fait voir sous un autre jour une série de réformes institutionnelles qui ont prétendu répondre à des abus et à des dysfonctionnements sans doute déjà anciens, mais qui n'ont été dénoncés comme insupportables qu'à partir des années quatre-vingt. Ainsi, le financement public des partis s'est imposé comme la modalité permettant d'éviter une institutionnalisation de la corruption; symboliquement pourtant, l'acceptation d'un tel principe pouvait faire difficulté dans le contexte des affaires. Dans ses objectifs annoncés, la réforme des administrations fédérales (Copernic), parmi d'autres, devrait réduire ou tout au moins modifier le rôle des partis dans la promotion des fonctionnaires responsables. Le nouveau système électoral prétend donner plus de poids aux préférences individuelles des électeurs au détriment de l'ordre inscrit dans la liste présentée par le parti. Suscitant les mêmes discussions quant à la personnalisation de l'élection voire sa médiatisation, le débat ouvert à propos de l'élection directe des bourgmestres porte finalement sur la place laissée aux accords entre partis pour la confection d'une majorité. Alors qu'une quasi-unanimité a pu être trouvée en 1997-1998 sur le sujet délicat de la réforme des polices, le projet de passer au scrutin majoritaire, qui relevait de la même volonté de réduire l'emprise des partis, a fait long feu.*

*Mais ces dispositions politico-légales d'autodiscipline du système, destinées à rendre le système acceptable pour les citoyens, ne constituent que la part émergée d'un réaménagement plus profond des relations entre le monde politique des partis et la société. De nouvelles normes, de nouveaux discours (dont les effets pratiques sont variables) dominent désormais la démocratie consociative à la belge et ont pénétré la vie interne des partis politiques. L'élection des présidents de parti au suffrage universel des membres est ainsi devenue la règle, tandis que l'arrimage des formations politiques à des complexes plus vastes (les piliers) s'est continument relâché, sans préju-*

*dice des rencontres discrètes et du lobbying. Dans les faits, le modèle du parti de masse qui prévalait encore naguère chez les socialistes, wallons et flamands, comme chez les sociaux-chrétiens flamands, a marqué le pas. Plus qu'avant, dans un rapport de force qui varie selon les formations, l'activité politique est devenue une spécialité de professionnels qui s'avouent discrètement de plus en plus gênés par la présence de militants, dont on équilibre le poids en faisant appel aux « simples membres ». Ces derniers forment un réseau périphérique limité et de faible densité dont le rôle est d'assurer un feedback aux leaders et aux tactiques du parti, tels qu'ils sont présentés par les médias : l'engagement politique personnel dans un parti est devenu symboliquement beaucoup plus coûteux que le soutien d'autres causes.*

---

*Théo Hachez*